

LES BAVARDAGES DE TEC GE FI

EDITO

L'ensemble de l'équipe vous remercie pour votre fidélité, et espère que cette nouvelle année rimera avec sérénité, épanouissement et prospérité.

Comme l'an passé, vous recevrez brièvement les dernières actualités. Vous pourrez bien entendu vous rapprocher de votre collaborateur pour échanger sur les opportunités et les stratégies à mettre en place.

Bonne lecture,

Jean-Marc Castaing
Directeur

LES CHIFFRES DE VOTRE AGC:

1300 adhérents
46 collaborateurs
8 antennes



FISCALITE DES ENTREPRISES

- **Taux réduit de l'impôt sur les sociétés :**

Pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021, le champ d'application du taux réduit de l'impôt sur les sociétés en faveur des PME fixé à 15 % sur une fraction des bénéfices est élargi aux entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxe est compris entre 7,63 M€ et 10 M€.

RAPPEL :

| CA ≤ 10 M€ | Année d'ouverture de l'exercice | | |
|-------------------------------------|---------------------------------|--------|------|
| | 2020 | 2021 | 2022 |
| Bénéfice imposable jusqu'à 38 120 € | 15% | 15% | 15% |
| au-delà de 38 120 € | 28% | 26,50% | 25% |

- **Réévaluation de l'ensemble des éléments d'actifs :**

La dérogation actuelle permet de différer l'imposition des écarts de réévaluation sur option. Ce dispositif s'applique à la première opération de réévaluation constatée au terme d'un exercice clos à compter du 31 décembre 2020 et jusqu'au 31 décembre 2022 seulement sur les immobilisations corporelles et financières (Fonds de commerce exclus par exemple).

- **Impôt sur les sociétés :**

À compter des impositions dues au titre de 2021, la CVAE est réduite de moitié. En outre, le taux du plafonnement de la CET en fonction de la valeur ajoutée est abaissé de 3 % à 2 %.

AGRICOLE

- **Crédit d'impôts en faveur de l'agriculture biologique :** Prorogé jusqu'en 2022 : 3500€/an pour les exploitations dont au moins 40% des recettes sont issues d'activités agricoles relevant du mode de production biologique.
- **Crédit d'impôt en faveur des exploitations certifiées HVE (Haute Valeur Environnementale) :** 2 500 € imputable sur l'impôt (revenu ou société) dû au titre de l'année ou de l'exercice 2021 ou 2022. Cumulable avec le crédit Bio dans la limite de 5 000 €
- **Crédit d'impôt pour l'arrêt du glyphosate : en 2021 ou 2022 :** 2 500 €, non cumulable avec les autres crédits.

- **Autres mesures importantes :**

- o Prorogation des régimes de faveur des ZRR, ZFU et d'autres dispositifs zonés : jusqu'au 31 Décembre 2024 ;
- o Réduction avant sa suppression de la majoration de 25% en cas de non-adhésion à un organisme agréé ;

- **Les crédit d'impôts :**

- o **Crédit d'impôt pour annulation des loyers :** Les bailleurs seront éligibles au crédit d'impôt pour des abandons de loyers consentis jusqu'au 31 décembre 2021. Ainsi, un bailleur qui abandonne un loyer afférent au mois de novembre 2020 après le 31/12/2020 sera éligible au crédit d'impôt dès lors qu'il consent cet abandon au plus tard le 31/12/2021.

Attention : Le crédit d'impôt n'est applicable que pour les abandons consentis au titre du mois de novembre 2020.

- o Prorogation du crédit d'impôt pour souscription au capital des PME, pour investissements forestiers et pour les dépenses d'équipements pour les personnes âgées.

FISCALITE DES PARTICULIERS

- **Aides Action logement :**

- o Salariés en poste dont les revenus ont baissé d'au moins 15% à la suite de mesures de chômage partiel : Aide forfaitaire de 150€ pendant 2 mois
- o Salariés ayant perdu leur emploi depuis le début de la crise sanitaire et dont les revenus actuels sont inférieurs à 1,5 SMIC : Aide forfaitaire de 150€/mois pendant 6 mois.

- **Activité partielle : Baisse du taux de l'indemnisation au 1er février 2021**

Initialement, la baisse de l'indemnisation des salariés en activité partielle de 70 à 60 % devait être appliquée au 1er janvier 2021 mais elle a finalement été repoussée au 1er février 2021.

En revanche, ce taux est maintenu à 70 % pour :

- Les salariés dont l'employeur fait partie d'un secteur protégé, pour les heures non travaillées entre le 1er février et le 31 mars 2021

- Les salariés dont l'entreprise est fermée sur décision administrative pour les heures non travaillées entre le 1er février et le 30 juin 2021

Par secteur protégé nous entendons les entreprises relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien de personnes et de l'évènementiel.

- **Activité partielle de longue durée ALPD :**

Le nouveau dispositif APLD s'adresse aux entreprises dont l'activité souffre durablement des conséquences de la crise sanitaire. Il suppose de leur part qu'elles s'engagent en termes d'emploi.

La mise en activité partielle de longue durée est possible sur la base d'un document unilatéral s'appuyant sur accord collectif de branche étendu. Ce document est à déposer pour homologation auprès de la DIRECCTE.

- **Plan d'apurement des cotisations restant dues :**

Cotisations sociales restant dues au 30/06/2020 mais peut inclure les dettes constatées au 31/10/2020 tout comme des dettes antérieures à la crise sanitaire. Demande à formuler avant le 30/11/2020.

Pour en savoir plus :

<https://www.servicepublic.fr/professionnelsentreprises/vosdroits/F35381#:~:text=%20Activit%C3%A9%20partielle%20de%20longue%20dur%C3%A9e%20%201,4%2C5%20fois%20le%20Smic%20avec%20au...%20More%20>

- **Augmentation du SMIC au 1er janvier 2021:**

Le smic horaire passe de 10.15 € à 10.25 € au 1er janvier 2021. Seront également impactés les salaires de vos apprentis ou contrats de professionnalisation.

Les augmentations seront faites systématiquement par le gestionnaire de paie.

- **Aide à l'embauche des jeunes :**

Celle-ci devrait être reportée au-delà du 31 janvier 2021 initialement prévue.

- **Congés payés :**

Les congés payés acquis entre le 1er juin 2019 et le 31 mai 2020 doivent être soldés au 31 mai 2021*.

Il est donc temps de faire le point avec vos salariés afin de planifier les jours restants.

*sauf BTP au 30 avril 2021

- **Prolongation de la période de prise de congés payés :**

Le décret N° 2021-44 du 20 janvier 2021 **prolonge l'aide exceptionnelle financée par l'Etat.**

Entreprises concernées : celles dont l'activité principale implique l'accueil du public et qui n'ont pu l'accueillir du fait de la propagation de l'épidémie en application d'une obligation légale ou réglementaire ou d'une décision administrative, ou ayant subi une très forte baisse du chiffre d'affaires lors des périodes d'état d'urgence sanitaire.

Le dispositif, jusqu'ici applicable au titre des congés payés pris entre le 1er et le 20 janvier 2021, est prolongé **aux congés pris, jusqu'au 7 mars 2021.**

LES BREVES DE COMPTA

Lien utiles :

- Aides COVID-19 : <https://les-aides.fr/>
- Aides de la Région : <https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/>
- Plan de relance : 3 volets principaux : l'écologie, la compétitivité et la cohésion
> https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/profils/entreprises?field_thematique_target_id_1=All

Rémunération des comptes courant d'associés :

Le taux maximal déductible de rémunération des comptes courant d'associés pour l'année civile 2020 s'élève à 1.18%.

Tenue des Assemblées Générales :

Suite à la prorogation de l'état d'urgence sanitaire, une nouvelle ordonnance est venue proroger et modifier la première initialement adoptée. Voici un lien dans lequel vous trouverez toutes les informations nécessaires pour la tenue de vos Assemblées Générales : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2020/03/27/covid-19-tenir-son-ag-et-respecter-les-delaix-comptables>.

Chiffres clés de l'année 2021

Plafond de sécurité sociale

| Plafond de sécurité sociale | |
|-----------------------------|----------|
| Périodicité | 2021 |
| Année | 41 136 € |
| Trimestre (1) | 10 284 € |
| Mois | 3 428 € |
| Quinzaine (1) | 1 714 € |
| Semaine (1) | 791 € |
| Jour (1) | 189 € |
| Heure (1) | 26 € |

1 : Depuis 2018, lorsque la périodicité de la paye n'est pas mensuelle, le plafond mensuel doit être ajusté "prorata temporis" en fonction de la périodicité de la paye, sans passer par les valeurs des plafonds périodiques (c. séc. soc. art. R.242-2).

SMIC

| SMIC et minimum garanti au 1er janvier 2021 | |
|--|------------|
| SMIC taux horaire : 10,25 € Minimum garanti : 3,65 € | |
| SMIC mensuel base 39 heures hebdomadaires (avec une majoration de 10 % pour les 36e à 39e heures hebdomadaires) | 1 750,02 € |
| SMIC mensuel base 39 heures hebdomadaires (avec une majoration de 25 % pour les 36e à 39e heures hebdomadaires) | 1 776,67 € |
| SMIC mensuel base 35 heures hebdomadaires | 1 554,58 € |

| SMIC contrat de professionnalisation 2021 | | |
|---|---|---|
| Age | Au moins Bac pro (1) | Autre |
| < 21 ans | 65 % du SMIC, soit 1 010,48 € par mois (2) | 55 % du SMIC, soit 855,02 € par mois (2) |
| 21-25 ans | 80 % du SMIC, soit 1 243,67 € par mois (2) | 70 % du SMIC, soit 1 088,621 € par mois (2) |
| 26 ans et plus | SMIC, soit 1 554,58 € par mois (2) ou 85 % du minimum conventionnel (si plus élevé) | |

1 : Salarié au moins titulaire d'un baccalauréat professionnel ou d'un titre ou diplôme professionnel de même niveau
2 : Base 35 h hebdomadaires

Chiffres clés de l'année 2021

SMIC LA SUITE

| SMIC Apprentis 2021 * (en % du SMIC) | | | |
|--|---|---|--|
| Age | 1er année | 2ème année | 3ème année |
| Contrats d'apprentissage conclus depuis le 1 ^{er} janvier 2019 | | | |
| Moins de 18 ans | 27 % du SMIC, soit 419,74 € par mois (1) | 39 % du SMIC, soit 606,29 € par mois (1) | 55 % du SMIC, soit 855,02 € par mois (1) |
| 18 à 20 ans | 43 % du SMIC, soit 668,47 € par mois (1) | 51 % du SMIC, soit 792,84 € par mois (1) | 67 % du SMIC, soit 1041,57 € par mois (1) |
| 21 ans à 25 ans | 53 % du SMIC, soit 823,93 € par mois (1) ou 53 % du minimum conventionnel (si plus élevé) | 61 % du SMIC, soit 948,30 € par mois (1) ou 61 % du minimum conventionnel (si plus élevé) | 78 % du SMIC, soit 1212,58 € par mois (1) ou 78 % du minimum conventionnel (si plus élevé) |
| 26 ans et plus | 100 % du SMIC, soit 1554,58 € par mois (1) ou 100 % du minimum conventionnel (si plus élevé) | 100 % du SMIC, soit 1554,58 € par mois (1) ou 100 % du minimum conventionnel (si plus élevé) | 100 % du SMIC, soit 1554,58 € par mois (1) ou 100 % du minimum conventionnel (si plus élevé) |
| Contrats d'apprentissage conclus avant le 1 ^{er} janvier 2019 | | | |
| Moins de 18 ans | Situation ne pouvant se rencontrer en 2021 (pour mémoire, 25 % du SMIC) | Situation ne pouvant se rencontrer en 2021 (pour mémoire, 37 % du SMIC) | 53 % du SMIC, soit 823,93 € par mois (1) |
| 18 à 20 ans | Situation ne pouvant se rencontrer en 2021 (pour mémoire, 41 % du SMIC) | Situation ne pouvant se rencontrer en 2021 (pour mémoire, 49 % du SMIC) | 65 % du SMIC, soit 1010,48 € par mois (1) |
| 21 ans et plus | Situation ne pouvant se rencontrer en 2021 (pour mémoire, 53 % du SMIC ou, si plus élevé, du minimum conventionnel) | Situation ne pouvant se rencontrer en 2021 (pour mémoire, 61 % du SMIC ou, si plus élevé, du minimum conventionnel) | 78 % du SMIC, soit 1212,58 € par mois (1) ou 78 % du minimum conventionnel (si plus élevé) |
| <p>* : La rémunération minimale est supérieure à ce barème dans certaines hypothèses de succession de contrats d'apprentissage, de réduction de la durée du contrat pour tenir compte du niveau de l'apprenti (pour plus de détail, voir Dictionnaire RF Paye au mot "Apprentis").</p> <p>1 : base 35 heures hebdomadaires.</p> <p>NB : rémunérations applicables, sauf dispositions conventionnelles plus favorables.</p> | | | |

AVANTAGE EN NATURE

| - Avantage en nature logement 2021 - | | |
|---|----------------------|-------------------------------|
| Méthode de l'évaluation réelle (1) | | |
| Valeur locative servant à l'établissement de la taxe d'habitation + valeur réelle des avantages accessoires | | |
| Méthode de l'évaluation forfaitaire (1) | | |
| Rémunération mensuelle brute (2) (en €) | Logement avec | |
| | Une pièce principale | Plusieurs pièces principales |
| Moins de 1 714,00 | 71,20 € | 38,10 € par pièce principale |
| De 1 714,00 à 2 056,79 | 83,20 € | 53,40 € par pièce principale |
| De 2 056,80 à 2 399,59 | 94,90 € | 71,20 € par pièce principale |
| De 2 399,60 à 3 085,19 | 106,70 € | 88,90 € par pièce principale |
| De 3 085,20 à 3 770,79 | 130,70 € | 112,70 € par pièce principale |
| De 3 770,80 à 4 456,39 | 154,30 € | 136,20 € par pièce principale |
| De 4 456,40 à 5 141,99 | 178,10 € | 166,00 € par pièce principale |
| A partir de 5 142,00 | 201,70 € | 189,80 € par pièce principale |
| 1 : Méthode de l'évaluation réelle ou du forfait sur option de l'employeur. | | |
| 2 : Rémunération mensuelle brute en espèces, après application d'une éventuelle déduction forfaitaire spécifique pour frais professionnels. | | |
| - Avantage en nature repas 2021 - | | |
| 4,95 € par repas ou 9,90 € par jour (sauf hôtels-cafés-restaurants : 3,65 € par repas au 1 ^{er} janvier 2021) | | |

FRAIS DE REPAS

| Allocations forfaitaires pour frais de repas : limites d'exonération 2021 | |
|---|---------|
| Repas restaurant | 19,10 € |
| Repas hors des locaux (chantier...) | 9,40 € |
| Repas dans l'entreprise (panier de jour, de nuit...) | 6,70 € |

Chiffres clés de l'année 2021

INDEMNITES DE PETITS DEPLACEMENTS

| Indemnités de petits déplacements 2021 (travail temporaire, BTP, tôlerie, chaudronnerie, tuyauterie industrielle) | |
|---|----------------------------------|
| Frais de repas | |
| Repas pris hors des locaux de l'entreprise ou sur un chantier | 9,40 € par repas |
| Repas pris au restaurant (*) | 19,10 € par repas |
| * : S'il est démontré que le salarié est dans l'obligation de prendre ses repas au restaurant. | |
| Frais de déplacement 2021 | |
| Trajet aller et retour compris entre : | Limite d'exonération quotidienne |
| 5 km à 10 km | 2,60 € |
| 10 km et 20 km | 5,20 € |
| 20 km et 30 km | 7,80€ |
| 30 km et 40 km | 10,50 € |
| 40 km et 50 km | 13,10 € |
| 50 km et 60 km | 15,70 € |
| 60 km et 70 km | 18,30 € |
| 70 km et 80 km | 20,90 € |
| 80 km et 90 km | 23,50 € |
| 90 km et 100 km | 26,20 € |
| 100 km et 110 km | 28,80 € |
| 110 km et 120 km | 31,40 € |
| 120 km et 130 km | 34,00 € |
| 130 km et 140 km | 36,60 € |
| 140 km et 150 km | 39,20 € |
| 150 km et 160 km | 41,80 € |
| 160 km et 170 km | 44,50€ |
| 170 km et 180 km | 47,10 € |
| 180 km et 190 km | 49,70 € |
| 190 km et 200 km | 52,30 € |

FOCUS

Mécanisme de protection du locataire (entreprise)

Suite à la loi du 14 Novembre 2020 relative à la prorogation de l'état d'urgence sanitaire, un mécanisme de protection du locataire (entreprises) contre les sanctions et pénalités en cas de non-paiement du loyer et/ou des factures d'eau, de gaz et d'électricité a été instauré :

- Entreprises éligibles : Effectif < 250 salariés ; Chiffre d'affaires (CA) dernier exercice clos < 50 Millions d'euros ; Perte CA d'au moins 50% sur le mois de Novembre (hors ventes à distance) > Une déclaration sur l'honneur sera demandée.
- Mesures :
 - o Interdiction d'infliger des pénalités en cas de défaut de paiement de loyers ou de charges locatives pour les locaux professionnels
 - o Interdiction de cesser la fourniture d'électricité, de gaz et d'eau en cas de non-paiement des factures
 - o Possibilité de reporter et d'échelonner le paiement des factures d'électricité, de gaz et d'eau, sans pénalité.